



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

Préparer le futur des réseaux mobiles

Réponse à la consultation ARCEP | 30 septembre 2022

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

20 boulevard de Latour-Maubourg - 75007 PARIS Cedex - Tél. 01 40 62 16 40 - fnccr@fnccr.asso.fr - www.fnccr.asso.fr



La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau :

- Energie : distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur, maîtrise de la demande d'énergie, énergies renouvelables, stations de charge de véhicules électriques et gaz
- Cycle de l'eau : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, assainissement non collectif, GEMAPI...
- Numérique : communications électroniques à haut et très haut débit, mutualisation informatique et e-administration, gestion publique des données d'intérêt général, cité intelligente et territoires connectés ;
- Déchets : gestion et valorisation des déchets (biométhane...) ;
- Eclairage public : éclairage public innovant et respectueux de l'environnement, certificats d'économie d'énergie, achat groupé d'électricité, ...

Créée en 1934, la FNCCR est une association réunissant élus et parlementaires attachés à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers, ...).

La FNCCR regroupe des collectivités locales impliquées dans le déploiement de réseaux d'initiative publique (RIP) visant à garantir un accès à très haut débit dans leur territoire. Elle œuvre pour la rationalisation des dépenses nécessaires au développement de ces réseaux, pour l'essentiel en fibre optique. Elle appuie la mutualisation des travaux de génie civil notamment en lien avec d'autres services publics locaux (eau, énergie, ...). Elle milite pour la mise en œuvre de systèmes de péréquation à l'échelon national, permettant d'accélérer l'arrivée du très haut débit.

La FNCCR est présente dans de nombreux organismes techniques nationaux à caractère décisionnel ou consultatif. La FNCCR assure une veille législative, juridique et techno-économique. **La FNCCR élabore et met à jour régulièrement des modèles de documents et de guides thématiques au service des collectivités.**

Plus d'informations, se référer au site : www.fnccr.asso.fr

SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION DE LA FNCCR

La FNCCR remercie l'Autorité pour les processus de concertation et consultation publiques sur la question du futur des réseaux mobiles.

La Fédération n'a pas vocation à répondre in extenso à l'ensemble des questions de la présente consultation. Elle met en exergue dans sa contribution (de 6 pages) son point de vue, essentiellement sous l'angle de l'aménagement du territoire et souligne des éléments qui pourraient mériter clarifications ou compléments.

La FNCCR rappelle que le marché de masse est souvent le plus porteur pour lancer et amener une nouvelle technologie dans un cycle industriel efficace et un champ d'exploitation technique et commerciale optimal. C'est la raison pour laquelle sa contribution vise les deux derniers chapitres de la consultation :

- les attentes et besoins en matière de couverture et qualité de services mobiles ;
- les fréquences d'avenir pour les besoins grand public et innovants des collectivités territoriales.

Sur ce dernier point, la FNCCR met en avant deux bandes de fréquence permettant la satisfaction des objectifs de ses adhérents :

- L'attribution de la partie basse de la bande **3,5 GHz** en faveur de l'aménagement numérique du territoire et l'accès au très haut débit ;
- L'ouverture dans les meilleurs délais des fréquences de la bande **450 MHz** utiles aux *smart grids* et à tous les services publics en réseau, parfois vitaux, gérés à l'aide des objets communicants.

Au surplus, la FNCCR saisit l'occasion de cette contribution pour réclamer de nouveau une baisse significative du tarif des fréquences **2,6 GHz**.

Au-delà des usages nouveaux et innovants permis par les évolutions technologies (de la 4G à la 5G voire la 6G), le futur des réseaux mobiles sera la résultante du modèle de verticalisation du secteur interrogeant sur la **souveraineté numérique, nationale ou européenne**, à long terme :

- Les compétences techniques laissées progressivement aux seuls opérateurs/gestionnaires d'infrastructures mobiles (TowerCos), qu'ils reposent sur une structure dédiée de l'opérateur (ex. TOTEM pour ORANGE) ou qu'ils soient détenus par des investisseurs étrangers (ex. CELLNEX) ;
- Au surplus, ces gestionnaires vont-ils appeler à une succession de sous-traitants ;
- Les opérateurs mobiles se résumeront-ils à des sociétés aux seules activités commerciales sans maîtrise technique et opérationnelle des réseaux de radiocommunications et donc sans réel ancrage (« uberisables ») ?
- Alors que les principaux bénéficiaires des flux transitant sur ces réseaux mobiles sont les énormes plateformes numériques globalisées des OTT...

BESOINS SOCIETAUX

COUVERTURE ET QUALITE DE SERVICE

Les services de radiocommunications sont toujours plus sollicités. Un programme comme le New Deal, en cours de déploiement, est là pour répondre à cette appétence dans les zones rurales et de montagne.

Malgré la progression de la couverture mobile, 4G notamment, les limites à l'utilisation persistent :

- Connexion parfois inexistante dans les campagnes (zones blanches ou grises),
- Débit insuffisant, y compris dans les villes, pour accéder aux plateformes vidéos et médias ;
- Connexion instable dans les grandes métropoles (saturation des réseaux).

Au regard de la numérisation de la vie quotidienne, la généralisation des services en ligne, administratifs ou personnels, ludiques, proposés notamment par les OTT, sans oublier le télétravail, la mobilité, la FNCCR est convaincue que les critères de performance exigés se renforcent :

- l'étendue de la couverture mobile, y compris à l'intérieur des bâtiments ;
- la disponibilité et la fiabilité de la liaison, c'est-à-dire sa cybersécurisation ;
- la vitesse de téléchargement et la latence ;
- le débit proposé (voire garanti), montant et descendant.

ACCES FIXES

La FNCCR partage l'idée d'un recours à une connectivité fixe par les réseaux de radiocommunications parce que c'est souvent le seul accès possible à haut et très haut débit dans des lieux éloignés des réseaux fixes (complétude inachevée, raccordements complexes, etc.) ou desservis par des réseaux défaillants (qualité du réseau RTC). Le décommissionnement du cuivre à terme et les doutes sur l'étendue de la BLOM et sur sa robustesse à l'heure actuelle alimentent cet argumentaire.

Cette complémentarité, voire une convergence fixe/mobile plus homogène, s'impose par sécurité pour le marché résidentiel comme le marché non-résidentiel, car le numérique devient une infrastructure essentielle, pour la vie quotidienne comme l'activité économique.

Se pose alors la question des moyens financiers alloués, privés ou publics, pour parachever ces réseaux mobiles, sans exclusive, sur l'ensemble des territoires, en technologie 4G au plus vite, puis en 5G dans un délai raisonnable.

NUMERIQUE SOUTENABLE

La FNCCR identifie deux actions en faveur du numérique soutenable :

- Le recyclage des terminaux intelligents (smartphones) conformément à la loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France:

- La mutualisation des infrastructures (cf. ci-après).

La FNCCR note également le progrès et l'optimisation de la consommation énergétique inscrite dans la technologie 5G.

MUTUALISATION

Pour la FNCCR, la mutualisation des infrastructures de radiocommunications doit devenir une obligation pour les opérateurs titulaires des AUF comme des opérateurs d'infrastructure mobile (TowerCos). Les premiers doivent se voir dans l'obligation de mutualiser **par une clause figurant aux AUF** et d'imposer ainsi cette obligation à leurs mandataires en charge des constructions.

Une attention particulière doit être portée aux opérateurs TowerCos agissant pour leur compte, sans mandat d'un opérateur mobile reconnu (au sens de l'article L. 33-1 du CPCE par exemple).

Les difficultés opérationnelles traitées au sein du comité de concertation France mobile soulignent combien un choix raisonné d'implantation d'un pylône doit s'imposer, éventuellement par la loi, non seulement au sein d'un programme comme le New Deal mais aussi lors des extensions et densifications des réseaux en propre des opérateurs mobiles.

L'intégration paysagère est un gage de l'acceptabilité par les populations de l'implantation des pylônes. Cela suppose le choix de l'éloignement par rapport aux habitations et la prise en compte des surcoûts inhérents aux raccordements électriques et télécoms, et, surtout le rejet des dédoublements systématiques des pylônes.

Par ailleurs, rien n'interdit de penser que qu'une forme de sobriété devienne la règle avec la hausse des prix des matières premières et composants ou un approvisionnement perturbé.

Si la mutualisation est d'évidence logique dans les zones moins denses, elle peut avoir du sens en zones très denses où l'espace d'accueil peut se raréfier.

Les performances attendues de la 5G, qui reposent sur un nombre accru d'antennes, doivent conduire à la généralisation de ces réflexes et bonnes pratiques.

PANORAMA DES BANDES DE FREQUENCES

ATTRIBUTIONS A COURT TERME

La bande 3,5 GHZ

Dans une précédente consultation en septembre 2019, la FNCCR avait indiqué que ce reliquat de la bande 3.5 GHZ, c'est-à-dire la partie basse de la bande de fréquence précédemment attribuée en 2020 aux 4 opérateurs mobiles, devrait faire l'objet d'une procédure d'acquisition similaire, pour les mêmes motifs. Ce qui correspond à l'option 1 décrite par l'Autorité.

Pour la FNCCR, les collectivités territoriales détentrices de ces AUF doivent pouvoir les exploiter au-delà de 2026 si telle est leur stratégie. La FNCCR demande donc à l'Autorité de pouvoir à cette extension si la demande en est faite par les collectivités.

ATTRIBUTIONS A MOYEN TERME

La bande 450 MHZ

Cette bande de fréquence est notablement utilisée en Europe du Nord et de l'Est, pour les services PMR ou les « utilities ». De nombreux projets *smart grids* y ont recours, profitant de l'étendue de la couverture et de la pénétration des ondes dans les bâtiments.

En France, la FNCCR considère que l'opportunité de cette bande de fréquence se fait jour alors que les *smart grids* seront nécessairement à l'œuvre face à la crise énergétique.

La FNCCR a noté que l'Autorité est affectataire des bandes duplex :

- 414,5-420 MHz / 424,5-430 MHz – partage à égalité avec la Défense et Espace
- 453-460 MHz / 463-470 MHz – usage exclusif de l'Autorité.

La FNCCR demande à l'Autorité un examen précis de la faisabilité de l'exploitation de cette bande de fréquence par les pouvoirs publics, y compris les collectivités territoriales, impliqués dans les infrastructures vitales.

Observation complémentaire :

La FNCCR réclame toujours une baisse significative du tarif des fréquences **2,6 GHz**.
